

CAPITALE EUROPÉENNE MALGRÉ ELLE

La crise catalane l'a montré une nouvelle fois : nombre d'Européens considèrent Bruxelles comme leur capitale. Mais les Bruxellois restent de marbre. Plongée dans l'âme d'une ville bâtarde, qui aurait pu se construire une très belle identité... mais n'en a pas voulu. Ou pas vraiment.

UN DOSSIER DE PHILIPPE BERKENBAUM,
MAROUN LABAKI ET CLARA VAN REETH

Quelqu'un a-t-il jamais vu une affiche « Bienvenue dans la capitale de l'Europe » à l'aéroport de Bruxelles ? Ou « Vous êtes ici chez vous », par exemple en italien, à la gare du Midi ? Ou « Welcome to Brussels, where the heart of Europe beats » au rond-point Schuman ? Non, rien de tel n'a jamais existé. Bruxelles ne s'affiche pas européenne. Pire : elle n'a pas la fierté d'être *de facto* la capitale de l'Europe.

Le constat est très largement partagé. « Ce n'est pas du désamour, il n'y a jamais eu d'amour : c'est du désintérêt, soupire Isabelle Durant (Ecolo), ancienne vice-Première ministre et ancienne vice-présidente du Parlement européen. On dirait que Bruxelles subit son sort, et en rouspétant en plus ! Tout le monde s'en fiche ! »

Pourquoi les Bruxellois n'ont-ils pas la fierté d'abriter un centre de pouvoir international qui n'a rien à envier à Washington, d'être au cœur d'un projet européen que le monde entier nous envie et qui est une perle de l'histoire ? Pour comprendre, il faut commencer par regarder très loin derrière, dans le rétroviseur. « Dès le départ, c'était mort, observe José-Alain Fralon, journaliste du *Monde* aujourd'hui retraité, qui vit encore partiellement à Bruxelles et a écrit plusieurs livres sur la Belgique. Il faut se souvenir qu'à l'époque, la Belgique n'avait pas voulu de la capitale de l'Europe. Les Bruxellois ont manqué d'ambition. Aujourd'hui encore, ils ne vous accueillent pas, mais ils ne vous emmerdent pas : ils s'en foutent. » →

→ En juillet 1952, les ministres des Affaires étrangères des six pays fondateurs de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca) s'étaient réunis pour choisir la ville qui allait abriter les institutions de la nouvelle organisation.

Tous voulaient Bruxelles, sauf Paul Van Zeeland, le ministre belge qui, au nom du gouvernement, avait proposé... Liège ! Luxembourg avait finalement été choisie, à titre provisoire. Mais, la capitale grand-ducale craignant pour sa tranquillité, c'est Bruxelles qui, un peu à cause de l'ordre alphabétique et un peu contre son gré, avait hérité en 1958 d'une grande partie des institutions de la toute nouvelle Communauté économique européenne (CEE).

« C'est vrai que les Bruxellois ne sont pas fiers d'avoir la capitale de l'Europe, déclare le Belge Willy Hélin, eurocrate retraité et ancien chef de la Représentation de la Commission européenne en Belgique. Cela est lié à l'autodérision bruxelloise, au surréalisme, à la *zwanze*. On ne se prend pas au sérieux ici. C'est quelque part une qualité mais, à la fin, ça crée une distance permanente entre le citoyen bruxellois et le fait politique, presque du je-m'en-foutisme. »

Que la *zwanze*, vraiment ? « En réalité, il n'y a pas d'identité bruxelloise, dit l'ambassadeur Jean De Ruyt, qui a représenté la Belgique dans les plus grandes organisations internationales, y compris l'Union européenne. A Anvers, les Anversoïses sont fiers ! Le fait que les gens ne sont pas fiers d'être la capitale de l'Europe tient à ce problème d'identité. La question est : qui sommes-nous, que sommes-nous, à part des enfants gâtés ? »

Des reproches éternels

Al'évidence, au-delà de leurs états d'âme identitaires, les Bruxellois ont depuis toujours des reproches – précis et diffus à la fois – à faire aux institutions européennes et à leur personnel. Il s'agit d'abord d'argent : « Il y a aussi un peu d'étroitesse d'esprit et de jalousie chez les Bruxellois par rapport aux institutions

européennes, poursuit Willy Hélin. Les mensonges ont la vie dure : l'Europe coûterait cher, les loyers auraient augmenté à cause des eurocrates, qui rendraient la vie difficile aux Bruxellois, etc. Les gens gobent n'importe quoi. La vérité, c'est que les eurocrates paient la TVA, les droits sur les maisons, la taxe régionale bruxelloise, mais ils ne sont pas imposés sur le revenu par l'Etat belge. »

Il s'agit ensuite de quartiers défigurés : « Il y a eu les déchirures urbanistiques dévies des années 1960, se souvient Evelyne Huytebroeck (Ecolo), qui fut membre du gouvernement bruxellois durant deux législatures. Les premiers comités de quartier à avoir été créés étaient d'ailleurs très virulents contre la présence européenne. Et ça a continué : l'aménagement de la dalle du Parlement européen est raté, les Bruxellois ne peuvent pas s'approprier cet espace... » « Il y a une génétique bruxelloise, résume Alain Hutchinson (PS), le commissaire à l'Europe et aux organisations internationales de la Région bruxelloise : l'Europe emmerde les Bruxellois, et ils ne savent même plus pourquoi. C'est la mémoire de la ville. »

Il faut reconnaître que, de surcroît, l'Europe n'a pas trop cherché à se faire aimer des Bruxellois. « La responsabilité est partagée, continue Evelyne Huytebroeck. L'Europe n'assure pas le service après-vente. Quand j'étais ministre, nous avons obtenu 120 millions d'euros du Fonds européen de développement régional pour cofinancer 33 projets autour de la zone du canal. Aux inaugurations, il n'y avait pas de commissaire européen et on n'a jamais dit que nous avions fait ça ensemble... »

D'aucuns veulent cependant positiver.

« Oui, tout cela est lié à notre diversité, à notre problème d'identité, à nos identités, lance Guy Vanhengel (Open VLD), briscard de la politique bruxelloise et actuel ministre régional des Finances, du Budget et des Relations extérieures. Nous sommes tous bruxellois, mais tous différents. Les eurocrates et nous, on s'est adaptés les uns aux autres. → On s'aime bien. Eux et nous, c'est nous ! Ils le savent et on n'a pas besoin de le dire tous les jours. »

Jacques De Decker, le secrétaire perpétuel de l'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique, se félicite aussi, mais autrement, de la situation : « Bruxelles est une métropole postmoderne, pas un monstre comme Londres ou Paris, affirme-t-il. Le postmodernisme, ça joue énormément sur le virtuel, sur l'illusion, sur une forme de ruse, consciente ou inconsciente. Ici, il y a une ruse consciente, qui consiste à ne pas trop exhiber l'immense concentration de pouvoir, à ne pas construire de palais, à jouer très peu sur la symbolique... On n'en remet pas ! Il y a aussi une douceur de vivre, un art de vivre, quelque chose qui n'a rien de spectaculaire, qui n'est pas dans l'esbroufe. »

Une place avec 27 écrans géants

Longtemps, l'indifférence des Bruxellois à l'égard des institutions européennes n'a eu d'égale que celle de leurs dirigeants politiques. « On a probablement eu des réflexes trop localistes », admet sobrement Céline Fremault (CDH), la ministre bruxelloise du Logement, de la Qualité de vie, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Aide aux personnes et

des Personnes handicapées. Les socialistes, force politique dominante à la Région bruxelloise, ne nient pas, mais s'expliquent : « Au début, nous devions créer la Région, c'était la priorité, et réparer les dégâts faits dans la ville. Les relations avec l'Europe étaient marginales par rapport à ces défis », souligne Alain Hutchinson, également ex-bras droit du socialiste qui a incarné Bruxelles durant de longues années, Charles Picqué. Et il enchaîne, tout aussi sobrement : « Il a fallu attendre cette législature pour structurer notre intérêt. »

La création du commissariat régional à l'Europe et aux organisations internationales, en 2014, est sans doute le signe d'un changement. En profondeur ? Celui qui le dirige ne dissipe pas tous les doutes : « Il arrive que certains oublient l'Europe en traitant du développement de Bruxelles, gronde Alain Hutchinson. C'est comme si on parlait d'Anvers sans évoquer le port ! Je vise le personnel politique bruxellois. En son sein, certains sont sceptiques, ou hostiles, ou agressifs. »

La mise en place, sous cette législature, d'une commission des Affaires européennes au parlement bruxellois constitue un autre indice de changement. Ses réunions se comptent néanmoins sur les doigts d'une main, et nos élus ne se bousculent guère pour y assister. Le Belge Jimmy Jamar, actuel chef de la Représentation de la Commission européenne en Belgique, lâche avec dépit : « Il n'y a pas de personnalités politiques régionales qui vont d'elles-mêmes vers l'Europe. » Or, beaucoup de compétences liées à la présence des institutions européennes sont à présent régionales.

Pour convaincre les Bruxellois, les idées à dents pour enfant à 2,9 euros, thermos manquent pourtant pas. Céline Fremault en avance une rafale : « Il faut un ne dit à Bruxelles que c'est la capitale de lieu qui incarne la rencontre entre l'Europe, se lamente l'une des vendeuses. Bruxelles et l'Europe, un lieu de rassemblement et d'échange. Cet été, la guinguette du parc du Cinquantenaire a été investie par les Européens et par les Bruxellois... Il faut des symboles aussi, une place avec 27 écrans géants connectés à vingt-sept autres places européennes. Il faut des fresques murales faites par des artistes européens. Il faut des événements culturels liés à l'histoire et aux valeurs européennes, etc. Il faut incarner l'Europe autrement que dans d'énormes bâtiments. L'Union doit faire rêver les Bruxellois ! » Jimmy Jamar plaide dans le même sens : « La Commission doit s'impliquer davantage, elle

pourrait organiser un grand événement culturel ou un grand tournoi sportif à Bruxelles. » Si déjà la fête de l'Iris et la fête de l'Europe n'étaient plus célébrées à une semaine d'intervalle...

Où sont les marchands de souvenirs ?

L'image de l'Europe ? Assurément, elle est écornée aussi aux yeux des Bruxellois. Le phénomène est toutefois relativement récent. « Bruxelles doit devenir un lieu de débat européen, et pas seulement un lieu de décisions européennes », suggère

Geert Cochez, le numéro deux de Visit Brussels, l'agence régionale du tourisme qui, selon son site, « veut placer Bruxelles sur la scène locale et internationale comme la capitale de 500 millions d'Européens. » Il ajoute : « Un imaginaire orienté vers le futur doit être mis en place, il y a un narratif à développer... »

A travers le monde, Visit Brussels présente la présence européenne comme l'un des quatre atouts de notre capitale, avec la créativité culturelle, le patrimoine et la qualité de vie. Les touristes étrangers sont tout disposés à le croire. On en voudra pour preuve que le Parlamentarium, installé par le Parlement européen, est la troisième attraction la plus visitée à Bruxelles, après la Grand-Place et l'Atomium.

Mais les marchands de souvenirs, dans le centre de Bruxelles, sont, à l'image des Bruxellois, visiblement plus sceptiques. Dans tout le quartier, seuls deux magasins, propriété d'un même commerçant, proposent en quantité des souvenirs « européens » : cravates à 24,9 euros, thermos à 14,9 euros, brosses à dents pour enfant à 2,9 euros, thermos médicaux à 5,9 euros, etc. « Rien ne dit à Bruxelles que c'est la capitale de l'Europe, se lamente l'une des vendeuses. Les touristes ne se rendent pas compte. Sauf, peut-être, les Anglais. Eux, parfois, on les sent même émus... » ♦

MAROUN LABAKI

Bruxelles vs Strasbourg : gravé dans le marbre de l'unanimité

« Le Parlement européen a son siège à Strasbourg où se tiennent les douze périodes de sessions plénières mensuelles. Les périodes de sessions plénières additionnelles se tiennent à Bruxelles. Les commissions du Parlement européen siègent à Bruxelles. Le Secrétariat général du Parlement européen et ses services restent installés à Luxembourg. Le Conseil a son siège à Bruxelles. Pendant les mois d'avril, de juin et d'octobre, le Conseil tient ses sessions à Luxembourg. La Commission a son siège à Bruxelles, etc. » En décembre 1992, au sommet d'Edimbourg, les chefs d'Etat ou de gouvernement européens ont mis un terme au flou qui entourait la question des sièges des institutions. Depuis, l'unanimité est requise pour éventuellement modifier ce partage du gâteau, gravé dans le marbre du Traité d'Amsterdam.

La vie des 751 parlementaires européens est donc une vie de nomade. En gros, on peut dire qu'ils passent deux semaines par mois à Bruxelles (pas forcément consécutives), une semaine à Strasbourg et une semaine dans leur circonscription.

Il faut remonter à 1951 et à la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca) pour comprendre l'étrange éparpillement du Parlement européen. Ses six pays fondateurs avaient opté pour installer à Luxembourg les institutions de la Ceca. La capitale grand-ducale ne disposait cependant pas d'un hémicycle pour la toute nouvelle assemblée parlementaire européenne, et il avait fallu se rabattre sur Strasbourg, où se réunissait déjà l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Paul Dujardin : « On a besoin d'une Renaissance »

Le directeur général de Bozar est un Bruxellois amoureux de sa ville et un activiste du projet européen.

« J'adore Bruxelles, c'est là que je suis né et que j'ai mes racines. Mais il faut aller voir ailleurs et comparer cette ville à d'autres : Kinshasa, Lagos, Séoul, Doha, etc. Bruxelles est une ville de province, ça c'est clair. Le gouverneur de Lagos est venu à Bozar il y a un an. Il est arrivé à Zaventem et il a été arrêté. Parce qu'il avait deux montres en or ! Mais Lagos, c'est deux fois la Belgique. [...]

J'ai invité de très nombreuses personnes, dont de très grands artistes, à Bruxelles. Quand je vais les chercher moi-même à Zaventem, je fais un détour pour ne pas montrer l'entrée de Bruxelles depuis l'aéroport. Je prends le ring et j'entre par Tervuren, pour avoir la grandeur de Léopold II...

Quand Barack Obama est venu à Bozar, Michelle n'a pas voulu venir à Bruxelles. Elle est allée directement à Rome, où il l'a rejointe pour dîner. Je ne blague pas : aucune des épouses des chefs d'Etat ou de gouvernement étrangers n'aime Bruxelles. La femme

de Ban Ki-moon ne voulait pas non plus venir à Bruxelles. Voilà : c'est une ville inconnue et, en même temps, la capitale du monde où passe le plus grand nombre de dirigeants. [...]

Il faut regarder le tableau de Lorenzetti, de 1338, qui est à l'hôtel de ville de Sienne. C'est un tableau formidable, qui montre l'équilibre qu'il faut entre une ville et son écosystème.

A Bruxelles, il n'y a pas d'harmonie, il n'y a pas d'écosystème cohérent. Chacun vit dans sa tour, dans sa commune, et il n'y a pas de vision globale. Mais je ne crache pas dans la soupe. Même s'il y a un petit problème de gouvernance dans cette ville. [...]

C'est vrai que Bruxelles a changé en vingt ans, mais pourquoi si lentement ? Bruxelles est un laboratoire et l'a toujours été. Et on a eu des hauts et des bas. Il faut visiter le cimetière d'Evere, c'est notre Père-Lachaise. A ce moment-là, il y avait une vision... On a besoin d'une Renaissance. Chacun doit prendre ses responsabilités. Moi, depuis vingt-cinq ans, je contribue. Chacun doit contribuer, comme citoyen. Les politiques ne sont pas capables de faire les choses tout seuls. »

Une épée de Damoclès sur le Caprice des Dieux

En ce moment, les adversaires du regroupement des activités du Parlement européen à Bruxelles jubilent. Car les lois de la physique se

sont rangées de leur côté. A seulement 25 ans d'âge, le Caprice des Dieux, l'emblématique bâtiment du Parlement européen à Bruxelles, est en effet dans un piteux état. Il souffrirait même, selon certains, de problèmes de stabilité. Or, c'est là que se trouve l'hémicycle qui permettrait

de tenir toutes les sessions plénières à Bruxelles – et donc de torpiller Strasbourg. Des bureaux d'études ont été chargés d'objectiver la situation et de présenter les options possibles. Rénovation ou démolition et reconstruction ? Des scénarios (500 millions d'euros), mais une seule chose est sûre : Bruxelles ne disposera bientôt plus d'un hémicycle adéquat à proposer au Parlement européen, et cette lacune devrait durer quelques années.

LA MARQUE BRUXELLES PÈSE 470 MILLIARDS DE DOLLARS

Longtemps ignoré, voire décrié par le politique et par ses habitants, son statut de capitale de l'Europe est pourtant le moteur de la prospérité bruxelloise. Emploi, tourisme, notoriété, retombées financières... Voici comment Bruxelles touche le jackpot.

PAR PHILIPPE BERKENBAUM

Quelles sont les « marques » les plus citées au monde ? Apple, Google, Microsoft, Coca-Cola, Amazon... et Bruxelles. C'est ce qu'affirme Patrick Bontinck, le patron de l'agence touristique bruxelloise, études à l'appui. Visit.brussels axe depuis quelques années toute sa communication sur le statut de « capitale de 500 millions d'Européens » de Bruxelles, histoire de lui donner un visage plus humain. Mais c'est bien la présence d'une soixantaine d'institutions européennes, internationales et intergouvernementales qui est devenue, ces dernières années, le moteur de son économie.

« Si Bruxelles perdait son statut de capitale de l'Union et le siège des principales institutions européennes, elle redeviendrait une petite ville de province comparable à Bordeaux », estime Olivier Willocx, l'administrateur délégué du Beci, à la fois chambre de commerce et union des entreprises de Bruxelles. « L'impact de cette présence et de tout ce qui tourne autour est gigantesque.

Une étude évalue la valeur de la « marque » Bruxelles à 470 milliards de dollars (NDLR : l'équivalent du PIB de la Belgique). » Jugez plutôt : 20 organisations de l'UE et 42 intergouvernementales, 300 représentations locales et régionales, 5 400 diplomates et 979 journalistes étrangers, 20 000 lobbyistes, 29 écoles internationales qui accueillent quelque 23 000 élèves...

Comme le souligne le nouveau bourgmestre Philippe Close (PS), « Bruxelles est devenue l'une des villes les plus cosmopolites du monde : un Bruxellois sur trois est d'origine étrangère. » Avec 180 nationalités représentées et 108 langues parlées, le World Migration Index situe

très précisément la capitale belge en deuxième position sur l'échelle mondiale du cosmopolitisme. « C'est ce qui lui donne une dynamique extrêmement forte, poursuit le mayor. La ville cosmopolite, c'est l'avenir. On ne fera plus jamais le Bruxelles des années 1950. »

Le tourisme, secteur d'avenir

Cette dynamique se traduit de façon très

concrète, sous forme de retombées économiques. L'étude « Bruxelles-Europe en chiffres » réalisée par le gouvernement régional avec l'aide de Visit.brussels et du Commissariat aux relations avec l'Europe et les institutions internationales, dont la dernière édition date de 2016, évalue par exemple à 121 000 le nombre d'emplois créés par la présence européenne et internationale à Bruxelles, dont 81 000 emplois directs et 40 000 indirects. Cela représente 16,7 % de l'emploi bruxellois, soit près du tiers des postes de travail sachant que le taux d'emploi de la capitale n'atteint que 54,3 %.

Seul hic, du point de vue des autorités régionales : ces jobs ne bénéficient pas tous aux Bruxellois. « Plus de la moitié des offres d'emplois diffusées à Bruxelles s'adresse à des diplômés du supérieur », regrette Philippe Close. Très exactement 56 % contre à peine 38,5 % en Flandre et 37,6 % en Wallonie. Or, le profil des demandeurs d'emploi qui plombent les chiffres du chômage dans la capitale, notamment chez les jeunes, est insuffisamment qualifié. De quoi grossir encore le flot des quelque 365 000 navetteurs qui occupent 51,8 % de tous les emplois disponibles...

« Cela reste le gros défi de Bruxelles, poursuit le bourgmestre : réconcilier l'extrême richesse qu'elle engendre – 20 % du PIB du pays pour 10 % de sa population – avec un meilleur taux d'occupation pour ses habitants. Mais cela évolue : pour la première fois depuis l'arrivée du gouvernement Vervoort, le chômage des jeunes à Bruxelles est inférieur à celui d'Anvers, pour comparer ce qui est comparable. »

En chiffres toujours, différentes études évaluent à 7 à 12 milliards d'euros l'impact de la présence internationale sur le PIB bruxellois – Bruxelles est aujourd'hui classée 3^e région d'Europe sur 306 en termes de PIB. Une manne constituée à la fois par la présence des fonctionnaires européens et autres expatriés employés par toutes ces institutions et par le tourisme qu'elles stimulent. « Les visiteurs étrangers placent le statut de capitale de l'Europe dans le top 3 des raisons qui les ont attirés à Bruxelles », confirme Patrick Bontinck. Et son succès ne se dément pas. Si le nombre de visiteurs a baissé de 25 % en 2016 après les attentats, il est déjà revenu

l'été dernier à son niveau de 2015 et poursuit sa croissance.

« C'est dans le développement du tourisme qu'on dégagera l'emploi moins qualifié nécessaire à Bruxelles, abonde Philippe Close, dont cette matière fut longtemps le portefeuille au collège de la Ville. Aujourd'hui, chaque euro investi dans le tourisme en produit 4 de retour économique. Et ce sont des emplois non délocalisables, n'en déplaise à ceux qui rêvent encore de rattraper le passé industriel de la capitale. Il ne faut certes pas abandonner l'idée mais il est clair qu'on ne créera pas un nouveau VW Forest. »

400 euros de dépenses par jour

Plus encore que le tourisme de loisir, c'est le voyageur d'affaires qui est devenu la coqueluche des autorités bruxelloises. Il assure aujourd'hui plus de la moitié des nuitées dans la capitale et, surtout, consomme beaucoup de services. « Un touriste d'affaires, c'est 350 à 400 euros

de dépenses quotidiennes en hébergement, Horeca, déplacements, traductions, etc., évalue Patrick Bontinck. De nombreux secteurs en profitent. »

Avec plus de 2 000 associations internationales en tout genre sur son sol, Bruxelles est devenue – qui l'eût cru ? – la deuxième ville de congrès du monde, juste derrière Singapour et loin devant Washington ou Dubaï. « Toutes les grandes villes du monde rêveraient de pouvoir en dire autant, affirme Philippe Close. Cela rapporte énormément avec très peu de nuisances. C'est bien pour cela que nous construisons un nouveau centre de congrès sur le plateau du Heysel. »

« Il est vrai que Bruxelles n'a aujourd'hui pas d'autre modèle de développement à proposer, reconnaît Olivier Willocx. Mais il faut rester prudent et diversifier nos forces. Après le Brexit, est-on assez proactif pour attirer non seulement l'Agence européenne du médicament mais surtout des institutions financières, notamment ? Et qu'attend-on pour investir dans de nouveaux pôles de compétence, par exemple dans le domaine des technologies liées à la langue ? Nous sommes leader mondial en matière de traduction, il faut être plus ambitieux et mieux valoriser nos atouts sur le plan international. » ♦